

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

20^{ème} année - N° 3906 - Vendredi 18 Juin 2021 - Prix : 200 Fc

MÉDIAS

L'AMF met le pied à l'étrier à 15 journalistes



SANTÉ NUMÉRIQUE

La stratégie de l'e-santé au cœur des discussions

LIRE PAGE 3

Visitez le site de la Gazette
www.lagazettedescomores.com

**Prières aux heures officielles
Du 16 au 20 Juin 2021**

Lever du soleil:
06h 24mn
Coucher du soleil:
17h 50mn

Fadjr : 05h 12mn
Dhouhr : 12h 10mn
Ansr : 15h 05mn
Maghrib: 17h 53mn
Incha: 19h 07mn



RÉSEAU DE DISTRIBUTION D'EAU

Les quartiers sud de Moroni en maque d'eau depuis 4 jours

Cela fait quatre jours que les quartiers du sud de la capitale ne reçoivent plus d'eau. Une situation qui pénalise les habitants clients de la Sonede. Le directeur technique de la Sonede Abdillah Mze Said parle d'un problème de réseau. Et il a rassuré que d'ici samedi, le problème sera résolu.

Les quartiers sud de Moroni accumulent quatre jours sans la moindre goutte d'eau. Une situation pas facile à vivre pour ces habitants visiblement en colère. « Ce n'est pas du tout normal ! Cela fait déjà quatre jours qu'on nous a privé d'eau. Ça commence à me fatiguer. J'en ai marre de porter des bidons pour aller chercher de l'eau. À quand le problème de l'eau sera résolu dans ce pays », s'indigne Mohamed Hassane habitant du quartier Zilmadjou.

Toutefois, le directeur technique de la société nationale de distribution d'eau (Sonede) Abdillah Mze Said, a rassuré que les techniciens travaillent d'arrache-pied afin de résoudre ce pro-

blème. « On a un problème de réseau. Il y a un air qui bloque la pression. Mais nos techniciens ont commencé à souffler les tuyaux afin de purger. Une fois qu'ils arrivent à tout souffler, le réseau sera à nouveau opérationnel », explique-t-il. Selon lui, la situation sera rétablie d'ici samedi prochain.

En effet, ce n'est pas seulement la capitale qui est privée de ce précieux liquide. Dans les régions périphériques notamment Hambou on compte deux semaines sans eau. Selon un agent de ladite société, dans le Hambou la situation est un peu compliquée car ce n'est pas une question de réseau mais plutôt d'électricité. « Le transformateur a été détruit accidentellement par un jeune homme qui était entrain de couper un cocotier. Ce qui empêche de faire remonter l'eau. Une discussion est en cours avec la localité et celui qui a détruit le transfo, afin de trouver une solution rapide. Mais, il faudra beaucoup d'argent pour racheter un autre transfo », indique t-il.

« Il faut que la société, les localités et le jeune qui a détruit le transfo trou-



vent une solution très rapide. Ça ne devrait pas durer longtemps. On a l'hôpital qui est là, il doit y avoir de l'eau pour le bien être des malades. Récemment, j'ai vu l'hôpital acheter un camion d'eau, donc ça ne doit pas continuer », souligne Said Ali Said Hachim. Cet observateur de la météo à l'ANACM est très inquiet de cette si-

tuation. « On n'est pas dans une période de pluies, donc si ce problème d'eau n'est pas résolu rapidement, ça causera beaucoup de problème. S'il faut faire une cotisation pour acheter le transfo avant qu'il soit trop tard », conclut-il.

Nassuf Ben Amad

PREMIER COMITÉ DE PILOTAGE DU PROJET « MSOMO NA HAZI »

Tenir le cap des programmations

Ce premier comité de pilotage s'est réuni hier à l'hôtel Golden Tulip et a été présidé par M. Said Ali Chayhane le Ministre des Finances aux côtés du Chef du Bureau Union Européenne (UE) à Moroni M. Pierre Beziz. Le Ministre de l'Education Nationale et celui en charge de l'Emploi et de la formation professionnelle, le secteur privé, la société civile, ainsi que différents départements ministériels et représentants des partenaires au développement y ont également pris part.



Participants au Comité de Pilotage.

Le programme d'Appui à la Formation et à l'Insertion professionnelle dénommé « MSOMO na HAZI » doté d'un budget de 4,5 Milliards KMF, a débuté ses activités en décembre 2020. Ce programme a pour cible d'ici 2026 d'accompagner 6.000 jeunes, dont au moins 2.400 filles pour les orienter, les former et les insérer vers l'entrepreneuriat et l'emploi dans les secteurs porteurs. Dans ce contexte, le renforcement du partenariat public-

privé, l'économie verte et bleue, le numérique, l'égalité de genre et l'emploi décent sont au cœur des priorités du projet.

Le programme soutiendra l'adéquation « Formation-Emploi » de 4 grands centres de formation publics, leur gouvernance et l'adaptation des cursus de formation, ainsi que les initiatives de formation et d'insertion professionnelle portées par la Société civile et le secteur privé. Par ailleurs les capacités et l'encadrement des centres seront renforcés, les bonnes pratiques diffusées et le pilotage et le financement de la formation profes-

sionnelle seront appuyés sur base d'un partenariat public – privé dynamique au niveau national comme local.

Le communiqué de presse sorti à l'occasion a souligné que « Le Ministre des Finances souhaite que l'Union Européenne et la France mutualisent leurs ressources humaines et financières en aide à l'insertion des jeunes ».

En effet lors de son allocution, le ministre a déclaré : « je voudrais attirer l'attention des responsables de l'Unité de Gestion de ce programme ainsi que celle de tous les autres responsables de projets quel que soit le partenaire avec

lequel ils travaillent. Je voudrais attirer leur attention sur l'importance pour eux de tenir le cap des programmations que nous faisons ensemble, des procédures que nous mettons ensemble en place car, nous n'avons que trop souffert de se retrouver à rembourser de l'argent à ceux-là même qui nous l'ont mis à dispositions pour cause de non-respect de certains engagements que nous prenons ensemble. Mais aussi en appeler à la diligence de nos partenaires lorsque les raisons de ses inéligibilités sont compréhensibles ».

Ces paroles montrent à l'évidence que les autorités ont pris conscience du manque d'efficacité et de synergie entre les différents programmes qui sont mis en œuvre dans le pays dans le cadre de la lutte contre le chômage celui des jeunes, en particulier. Pour rappel, la Convention de Financement de ce programme a été signée le 30 novembre 2020 et a officiellement démarré le 15 janvier 2021.

Mmagaza

MÉDIAS

L'AMF met le pied à l'étrier à 15 journalistes

Ils étaient 15 à bénéficier d'une formation de 19 jours sur le passeport journalistique. Les séances assurées par l'antenne comorienne d'Actions Médias Francophones aux Comores semblent s'être bien déroulées. De part et d'autre on parle d'une manière de professionnaliser le secteur.

Le monde des médias de la place se renforce en capacités et compétences. Ce sont en tout 15 jeunes journalistes qui ont bénéficié d'une formation sur le passeport journalistique de 19 jours portant sur 6 modules. Loïc Hervouet, vice-président de l'association Actions Médias Francophones (AMF) est présent sur l'archipel dans des séances de formation depuis 4 ans. Et durant cette longue période, l'AMF a formé plus de 70 journalistes. Un chiffre considé-

nable selon ce grand professionnel de la presse française. « Ce que je vois bouger avec beaucoup d'intérêt et beaucoup de sympathie c'est la prise en main par une nouvelle génération de l'action journalistique. En 4 ans, ce que je vois de manière formidable c'est que les gens commencent à s'organiser et à mettre en place toute une série de structures dont on voit bien, qu'ils préparent une professionnalisation beaucoup plus forte. Ça n'est plus quelque chose dans laquelle on demande des béquilles ou trop d'assistance sauf peut-être parfois des moyens », se réjouit le vice-président.

Si pour Loïc les experts comoriens commencent à inventer et à régénérer leurs capacités, il rappelle néanmoins que « pour la jeune génération on doit comprendre et apprendre que "ce passeport" marque la traversée professionnelle d'un point de départ vers un

point d'arrivée d'une profession qui soit mure, solide, éthique et consciente de responsabilité ».

Si aujourd'hui, l'AMF à travers son antenne comorienne (l'AMFC) et le CNPA (Conseil National de la Presse et de l'Audiovisuel) réussissent à mettre en place ces séries de formations pour la professionnalisation du journalisme c'est parce que derrière il y a le Service de coopération et d'action culturelle (SCAC) qui met les moyens. Renaud Vély, chargé de coopération universitaire à l'ambassade de France rappelle que le service intervient dans le cadre d'un programme et dit-il, « le programme FSPI d'appui des médias aux Comores est un programme de 500.000 euros qui s'est déroulé depuis deux ans et que dans ce cadre-là, il y a la professionnalisation du secteur qui fait partie d'un des grands axes structurants dudit pro-

gramme ». Ceci dit, l'objectif est de former des professionnels dans le cadre du centre de formation et du perfectionnement des journalistes comoriens (CFPJC).

Comme ses collègues qui ont participé à cette formation, Naida Mohamed Jaffar se réjouit et estime que « ce "passeport" n'est rien que des notions de bases qui permettront de faire le travail au mieux en respectant la déontologie car c'est la seule chose nécessaire pour qu'un journaliste puisse travailler normalement ». « Avec cette formation, j'ai constaté qu'il y a des grandes différences entre ce que nous faisons et ce que nous devrions faire. Nous devons apprendre à respecter les règles, se recadrer et faire le travail normalement », poursuit-elle.

A.O Yazid

SANTÉ NUMÉRIQUE

La stratégie de l'e-santé au cœur des discussions

Pour orienter les structures de santé dans la numérisation, le ministère de la santé en collaboration avec l'OMS ont organisé un atelier de validation de la stratégie nationale de santé numérique. Ce projet a pour but de recouvrir les domaines de la santé qui font intervenir les technologies de l'information et de la communication.

Le ministère de la santé en collaboration avec l'Oms a organisé un atelier de validation de la stratégie nationale de santé numérique en Union des Comores. Prévu pour durer 2 jours, du 17 au 18 juin, cet atelier de réflexion a réuni les acteurs du ministère de la santé et des tics. Existant depuis 2016, ce projet a pour but d'accompagner le ministère de la santé et ses structures à désigner l'utilisation d'outils, de services et de méthodes électroniques et informatiques pour assurer la prestation des services de santé et pour simplement favoriser une meilleure santé.

Dans son intervention, le représentant de l'OMS à Moroni Abdoulaye Diarra dit reconnaître les efforts entrepris par le ministère de la santé depuis décembre 2016 date à laquelle la première stratégie nationale de santé numérique fut validée par les parties prenantes dont évidemment les autorités et experts des Tic. « Si après toutes ces années, il semble y avoir une absence ou une insuffisance de la mise en œuvre de la stratégie qui devrait couvrir la période 2017-2021, cela témoigne l'ampleur des défis liés à une



Me Moudjahid

telle initiative qui demande la mutualisation des expertises dans les divers secteurs », souligne-t-il.

En 2021, il est important de saisir les multiples opportunités, à savoir l'existence dans l'archipel des Comores d'une très bonne plateforme réseau assurant la qualité des télécommunications, une jeunesse innovante qui s'impose au niveau régional en matière de technologie numérique et enfin le fait que la santé numérique soit considéré depuis quelques années comme une priorité stratégique émergente pour les systèmes de santé dans les petits Etats insulaires en développement de la région africaine de l'OMS. « La covid-19 nous a montré combien l'e-santé était très important et son rôle

dans l'amélioration de la couverture et de la qualité des soins et services », précise-t-il, tout en saluant l'initiative des tests PCR par voie électronique mis en place justement pour protéger la population.

De son côté, le secrétaire général du ministère de la santé, Jean Youssef a montré que pour concrétiser cette volonté politique de la mise en place de l'assurance maladie généralisée (AMG), le ministère de la santé se doit de renforcer toutes les composantes de son système de santé, malgré les innombrables difficultés sur le terrain notamment, l'insuffisance des données de qualité et des structures sanitaires fonctionnelles, etc. « Les dépenses des ménages par paiement direct sont estimées à 47,57% en rapport

aux dépenses totales de la santé », démontre-t-il.

Partant de ce constat de la connectivité nationale et internationale, le ministère de la santé et l'OMS ont lancé en novembre 2020 un processus de réactualisation de sa stratégie de santé numérique pour tenir des nouvelles priorités du gouvernement. Pour rappel, la vision de la stratégie mondiale de santé numérique 2020-2025 de l'OMS a pour objectif d'améliorer la santé de chacun, partout en accélérant l'élaboration et l'adoption de solutions de santé numérique appropriés, accessibles, etc.

Andjouza Abouheir

LITTÉRATURE

Le CLAC de Nioumachoi lance des activités pour les 46 ans d'indépendance des Comores

« Le foot au pied de la lettre » est l'activité prévue par le CLAC de Nioumachoi en partenariat avec le club des îlots pour célébrer le 46ème anniversaire de l'accession des Comores à l'indépendance.

23 livres repartit en 14 romans pour les jeunes, 6 romans adultes, un livre de la littérature française, un autre de la littérature africaine et une bande dessinée ont formé 5 coins de lecture sur le sable blanc de la plage de Nioumachoi. Une activité de lecture qui a mis en jeu 20 participants. Parmi les coins de lecture, un « coin Baudelaire » a été dédié au poète français Charles Baudelaire où la consultation de son œuvre « fleur du mal » par ces jeunes se faisait à partir d'une tablette.

A la fin de cette activité, la secrétaire générale du club Lune des îlots a lancé l'activité « le foot au pied de la lettre pour marquer le 46ème anniversaire de notre indépendance. Dans la même série d'activités, deux pro-



chains candidats à l'examen de BEPC ont eu droit à des colliers de jasmin, un signe officiel qu'ils ont choisis également pour prendre part à un prochain festival éducatif « Upvanga »

qui sera organisé pendant les vacances.

« La plage est la limite entre deux mondes : la terre et la mer, un lieu magnifique pour un écrivain qui contem-

ple en toute conscience ce paysage en même temps prosaïque et céleste » explique Souraya Malidé, membre du club.

Riwad

FOMBONI :

Une association menace de faire des alentours de la mairie un dépotoir

Un camion plein d'ordures a été stationné à l'entrée de la mairie de Fomboni pour que la commune s'en occupe. Les autorités de l'île ont désormais interdit le dépôt des déchets à Mbuyu wa madji au bord de la route à la sortie ouest de Fomboni un site qui a été négocié auprès d'un privé par l'AJDEM (association des jeunes pour le développement et l'environnement de Moni moimdji).

Aujourd'hui interdit sans pour autant trouver un autre site de décharge. Les jeunes de l'AJDEM qui s'occupent des déchets de leur quartier, ne sachant plus quoi en faire ont jugé nécessaire de rendre la monnaie de sa pièce à son propriétaire. Un acte qui leur a valu quelques heures au commissariat de police.

La capitale mohélienne ne disposant pas d'un site reconnu officiellement pour servir de décharge

d'ordures, l'AJDEM avait négocié provisoirement auprès d'un propriétaire privé un terrain au bord de la route à Mbuyu wa madji vers Mbatsé pour cet objectif. Un site qui est finalement devenu presque le seul qui devait servir l'étendue de la capitale mohélienne et finalement le lieu est devenu insupportable. Tout le monde en parlait. Les autorités de l'île avec l'aide de l'armée se sont débarrassées de ces ordures et ont reboisé l'espace,

interdisant ainsi le dépôt de toute ordure sur ce site sans pour autant trouver une solution alternative.

Les associations de développement de Fomboni se sont réunies à la salle multifonctionnelle de Fomboni mercredi dernier pour échanger afin de trouver une solution à la question du site de décharge des ordures. « Nous avons tenté de voir le maire afin qu'on puisse trouver ensemble une solution mais non seulement il ne nous a pas reçus, mais il nous a menacés », déplore Ibrahim Mohamed le porte-parole de l'AJDEM.

« Nous sommes allés voir le gouverneur, il ne nous a pas non plus reçus mais son directeur de cabinet a finalement accepté de nous recevoir », explique ce jeune actif pour l'environnement. Selon Ibrahim Mohamed, le directeur de cabinet Chahalane Mohamed leur a promis de revenir avec une proposition après concertation avec les autorités de l'île. « Si d'ici demain la solution n'est pas dégagée, nous allons continuer d'aligner les camions d'ordures auprès de la mairie » a-t-il promis.

Riwad



ENVIRONNEMENT

26ème Conférence sur les changements climatiques : une opportunité de changement majeur

La Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) dite de mai-juin 2021, s'est ouverte le lundi 31 mai dernier dans un format virtuel et doit se terminer cette semaine pour préparer la 26ème réunion de la Conférence des parties (COP 26) à Glasgow, en Écosse, prévue en novembre 2021.

La COP est un sommet annuel qui réunit 197 nations pour discuter du changement climatique et de la manière dont les pays - et nous tous - prévoient de le combattre. Elle fait partie de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, un traité international signé par la quasi-totalité des pays et territoires du monde, qui vise à limiter l'impact de l'activité humaine sur le climat.

Cette conférence fera suite à l'échec de la Cop 25 lors de laquelle les états n'ont pu s'entendre sur les mesures décisives à prendre pour faire face au réchauffement climatique. La Cop 26 ambitionne ainsi de favoriser une véritable mise en œuvre de l'Accord de Paris en incitant les états à relever leurs ambitions climatiques et à prendre de nouveaux engagements.

Pour inciter cette dynamique de changement, le cadre fourni par la Cop 26 doit notamment permettre aux états-parties de s'accorder sur l'orien-

tation des marchés vers un système mondial de taxe sur le carbone qui permettra la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Parmi les objectifs fondamentaux figure aussi la fin de la dépendance au charbon, l'élimination progressive des combustibles fossiles, la fin des investissements dans l'économie grise ou brune. La Cop 26 représente ainsi une opportunité de changement majeur en termes économiques, politiques et sociaux, afin de faire face aux défis climatiques.

La secrétaire exécutive de la CCNUCC, Patricia Espinosa, a déclaré que bien que cette année ait connu un certain élan en matière de lutte contre le changement climatique, l'urgence climatique s'aggrave, les plans actuels ne sont pas conformes aux objectifs de l'Accord de Paris et les négociations sont en retard. Elle a appelé au leadership et à la confiance, et a souligné l'importance de la finance en tant qu'impératif moral et économique.

Le président du SBSTA, Tosi Mpanu-Mpanu, et la présidente du SBI, Marianne Karlsen ont noté que les parties ont exprimé des points de vue différents sur la conduite de la réunion. Certains ont souligné que, tant qu'il y a consensus, des décisions peuvent être prises, en particulier sur des points de procédure tels que l'ordre du jour. D'autres ont souligné les défis de la participation à distance, expri-



La Secrétaire Exécutive de la Convention CC.

mant qu'ils ne sont pas prêts à adopter un ordre du jour ou des décisions formelles.

Notant que toutes les parties ont souligné la nécessité d'être pragmatique et d'aller de l'avant, les présidents du SBSTA et du SBI ont proposé de commencer les travaux sur

la base du projet d'ordre du jour provisoire, soulignant que les modalités de cette réunion ne constituent pas un précédent pour les réunions ultérieures.

Mmagaza

JUSTICE :

Le procès d'Abdallah Agwa s'ouvre ce 19 juin

Arrêté depuis janvier dernier pour manifestation non autorisée entre autres, le président de l'antenne locale du mouvement Daoula Ya Haki comparaitra demain samedi 19 juin pour son procès. Ses avocats se préparent et espèrent pouvoir faire libérer leur client.

Arrêté depuis janvier dernier, le président de l'antenne des Comores du mouvement Daoula

Ya Haki Abdallah Agwoi croupit en prison. Son procès ainsi que celui de la militante Sabkia Ahmed Mze du mouvement Mdzaze Wa Yirumbi sont prévus le même jour. Joint au téléphone, leur avocat Me Fahardine Abdoulwahid dit s'être préparé pour défendre ses clients.

Les deux mis en cause étaient d'abord poursuivis pour manœuvre de

nature à compromettre la sécurité nationale, manifestation non autorisée et complicité. Après instruction, le juge n'a retenu que deux charges : trouble à l'ordre public et manifestation non autorisée. « Le dossier est renvoyé au tribunal correctionnel. Nous en tant qu'avocats nous ferons le nécessaire pour que nos clients soient acquittés. Ce qui est bien, c'est que nous sommes nombreux à défendre cette

cause», précise-t-il.

Abdallah Agwoi a été arrêté dans la soirée du 07 janvier dernier sur la route de Ntsoudjini. Il croupit depuis en prison. Quant à Mme Sabkia, elle a été détenue depuis le 13 janvier avant de bénéficier d'une liberté provisoire le 11 mars.

Andjouza Abouheir

FOOTBALL FÉMININ :

Anissa, Nadia et Hayria, un trio prometteur pour valoriser le métier de coach

Certaines footballeuses comoriennes ambitionnent le travail sur le terrain en qualité d'entraîneur. Avec son Brevet d'entraîneur de football, la franco-comorienne Anissa Maoulida va rejoindre au sein de la Fédération de football des Comores Nadia Mouridi et Hayria Abdourahamane alias Maradona.

Logiquement, la qualité d'un jeu d'une équipe dépend de la qualité de l'encadrement technique. Des footballeuses nationales, résidant aux Comores et à l'extérieur, ambitionnent le métier d'entraîneur technique. Pour l'heure, la Fédération de Football des Comores (Ffc) compte dans son répertoire deux entraîneuses formées à la Licence (C) par des instructeurs ivoiriens, dépêchés sur place par la Confédération Africaine de Football (Caf). Anissa Maoulida, élément de la diaspora, est la capitaine des Cœlacanthes féminins (A). Formée et encadrée en France, elle peut s'enorgueillir d'être titulaire des deux attestations de qualification, soit un Brevet de Moniteur de Football (Bmf) et un Brevet d'Entraîneur de Football

(Bef).

Parallèlement à la carrière de joueuse et de capitaine des Cœlacanthes women, elle va être une dame de terrain, chargée de l'encadrement technique d'une formation de football, âges et sexes confondus. « Pour la Licence (C) Caf, j'ai été formée sur place en 2013, et recyclée en Afrique du sud. A Johannesburg en 2019, Anissa Maoulida était avec le groupe. Actuellement, je m'occupe des Cœlacanthes féminins seniors, en qualité d'assistante. Tout se passe bien », nous confie Nadia Mouridi.

Ce trio technique composé de Anissa, Nadia Mouridi et Hayria Abdourahamane alias Maradona, doit redynamiser son ambition, valoriser le métier et servir de vitrine pour séduire d'autres footballeuses. Nous confirmons toujours que la réussite est au bout de l'effort. Les diplômes d'entraîneur délivrés par la Caf sont graduels. Après les Licences (C), (B) et (A), une candidate et un candidat ambitieux doivent se préparer pour se lancer à la Licence Pro.

Bm Gondet



AVIS DE MANIFESTATION D'INTÉRÊT

en vue de la sélection d'une firme ou d'un cabinet (service de consultants) pour «la préparation d'une étude de faisabilité et l'élaboration d'un plan pour la mise en place d'un système d'alimentation électrique à quai pour les navires au port de Port Louis, Maurice»

1. La Commission de l'Océan Indien (COI) est une organisation intergouvernementale de coopération régionale qui regroupe l'Union des Comores, La France/Réunion, Madagascar, Maurice et les Seychelles. Elle a pour mission de resserrer les liens d'amitié et de solidarité entre les peuples et de contribuer à travers la coopération régionale au développement durable de ses Etats membres. La COI a obtenu un don de la Banque mondiale pour financer le projet SWIOFish 2 Regional (Second South West Indian Ocean Fisheries Governance and Shared Growth Project). Elle se propose d'utiliser une partie de ce don pour effectuer des paiements autorisés au titre du contrat de Consultant (firme) qui assurera la mise en place d'une plateforme web collaborative régionale dédiée à l'émergence d'entreprises et de projets innovants pour promouvoir l'économie circulaire et réduire la pollution marine dans les Etats insulaires en développement d'Afrique et de l'océan Indien (African and Indian Ocean Developing Island States, AIO-

DIS)».

2. La mission du consultant est d'évaluer les options disponibles pour réduire les émissions des navires amarrés au terminal de croisière du port de Port Louis. Le champ d'application est intentionnellement large, visant à couvrir un large éventail d'options pour garantir que la meilleure méthode disponible est sélectionnée et mise en œuvre. Le périmètre comprend notamment :

- i. un examen de tous les programmes et technologies de réduction des émissions disponibles pour déterminer leur pertinence pour le terminal de croisière du port de Port Louis ; et
- ii. une évaluation de la faisabilité et de la rentabilité de l'alimentation à quai et, pour les navires de croisière amarrés au terminal de croisière.

3. La Commission de l'océan Indien (COI) invite les consultants (firmes ou cabinets) éligibles à soumettre leur manifestation d'intérêt pour la prestation de services de consultants dans le cadre de la mission susmention-

née. Les Consultants intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et une expérience pertinente pour l'exécution des Services. Les critères de présélection du consultant sont les suivants :

- Être une personne morale légalement constituée et enregistrée ;
- être doté des capacités, des ressources et de l'expérience appropriées et suffisantes pour exécuter l'intégralité des services à un niveau de qualité très élevé ;
- avoir des expériences avérées de collaboration avec des organisations nationales ;
- ayant fait leurs preuves de réussite dans des missions similaires. Les firmes ou cabinets peuvent se mettre en consortium dans le but de renforcer la qualification du soumissionnaire.

4. Une version des termes de référence est disponible sur le site web de la Commission de l'océan Indien <https://www.commissionoceanindien.org/sw2-y4-c001/>

5. Les manifestations d'intérêt doivent être envoyées en version électronique sous format non compressé aux

adresses ci-après au plus tard le mercredi 30 juin 2021 à 16 heures 30 minutes (heures de Maurice GMT+4):

e-mail : innocent.miada@coi-ioc.org
or get : njivara@coi-ioc.org

Référence : "(SW2/Y4-C001) Preparation of a Feasibility Study and elaboration of a Plan for the setup of an Onshore Power Supply System for Berthing Vessels at Port Louis Harbour, Mauritius"

6. Le consultant sera sélectionné en accord avec les dispositions de la clause 3.7 (QC) de la section III des Directives sur la Sélection et l'Emploi des Consultants par les emprunteurs de la Banque mondiale dans le cadre des prêts de la BIRD, des crédits et don de l'AID, édition janvier 2011 révisée en juillet 2014.

7. Les consultants intéressés peuvent obtenir de plus amples informations auprès de la Commission de l'océan Indien (COI) en envoyant un courriel aux adresses visées au paragraphe 5.